LES ACTES

17E RENCONTRES NATIONALES DES SCoT

PLANIFIER DANS L'INCERTITUDE

15 - 16 JUIN 2023 - À NÎMES

FÉDÉRATION DES SCoT

SCoT SUD GARD

SOMMAIRE

4 **INTRODUCTION** FRANCOIS GEMENNE

6 **TABLE RONDE**

« QUELLES INCERTITUDES INTEGRER DANS LES STRATEGIES TERRITORIALES ? »

8 **TABLE RONDE**

« MISER SUR L'INTELLIGENCE COLLECTIVE »

12 **EXPERT** GENERAL DESPORTES

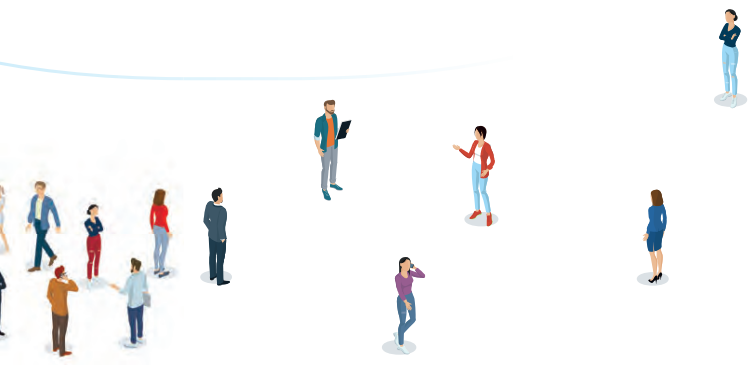
« PLANIFIER ? UNE NÉCESSITÉ DANS UN CONTEXTE D'INCERTITUDE ! »

14 **TABLE RONDE**

« ADAPTER SA STRATÉGIE TERRITORIALE DANS UN CONTEXTE D'INCERTITUDE »

16 **ACTUALITE**

POINT JURIDIQUE ZERO ARTIFICIALISATION NETTE



INTRODUCTION

« CONTRE LES EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE, BEAUCOUP VA SE JOUER DANS LES TERRITOIRES »

Intervenant

François GEMENNE

Co-rapporteur du GIEC, spécialiste des questions de géopolitique de l'environnement et des migrations

Spécialiste des questions de géopolitique de l'environnement, François Gemenne rappelle ici « l'urgence d'agir », en matière de lutte contre les effets du changement climatique. Et de pointer la pertinence de l'échelon local pour conduire la transformation de notre société. Ou comment passer de la contrainte au projet.

Soudain, le ton devint grave, presque solennel : « si vous n'agissez pas dès à présent face aux impacts du changement climatique, vous condamnez le territoire », lance François GEMENNE à l'assemblée des SCoTeurs. L'auteur principal pour le GIEC, chercheur en sciences politiques (Université de Liège) et enseignant à Sciences Po Paris, profite ainsi de la tribune pour passer un appel à l'action. Ou en tout cas, à intensifier celle-ci car « les SCoT s'inscrivent déjà dans cette démarche ».

Au royaume des incertitudes concernant les effets du changement climatique, le scientifique reste persuadé d'une chose : « c'est dans les territoires que beaucoup va se jouer ». Il prend l'exemple de la ressource en eau, considérée jusqu'ici comme abondante et quasi illimitée : « c'est vous en tant que pilotes des SCoT, qui aurez in fine le dernier mot sur son utilisation. Il est donc essentiel d'anticiper au maximum les impacts du changement climatique sur vos territoires ».

INÉGAUX FACE AUX EFFETS

Mais auparavant, un défi de taille se présente : « nous allons devoir créer ensemble, des territoires plus résilients, plus efficaces, plus équitables ». Car, en France comme ailleurs, le changement climatique fait aussi peser une menace en termes de cohésion sociale. Ses impacts « vont creuser les inégalités au sein de la société car ce sont les plus précarisés qui vont être les plus exposés. La cohésion sociale et territoriale constitue donc un élément essentiel de la résilience ». D'où l'enjeu « d'articuler les politiques de lutte contre le changement climatique avec celles de la cohésion territoriale ». Il poursuit : « je crois profondément que c'est à cette échelle du territoire, de démocratie locale que nous allons pouvoir réconcilier les aspirations individuelles avec les décisions collectives ».

DONNER À VOIR UN MONDE DÉSIRABLE

Le scientifique insiste : « Il s'agit véritablement de faire de la lutte contre le changement climatique, un projet qui enthousiasme les gens et qui ne puisse pas être remis en cause par des dissonances cognitives ou par déni de la science ». Le scientifique parle « réconciliation », « pédagogie », « lien ». Il concède volontiers que la transformation de l'action climatique reste aujourd'hui largement vécue « comme une contrainte qui nous tombe dessus, comme une suite d'efforts à entreprendre, de sacrifices à consentir et de renoncements à accepter ». D'où cet appel aussi, à revoir notre logiciel de pensée : « Et si nous transformions la contrainte en projet ? Et si nous cessions de donner à voir le monde tel qu'il sera si nous ne faisons rien ? De façon concrète : « parlons de ce que serait un monde décarbonné ! A quoi ressemblerait alors notre habitat, notre aménagement, notre mobilité, notre agriculture, etc ? Et d'interpeller élus et techniciens des Scot : « C'est au niveau des territoires que vous allez pouvoir donner à voir concrètement à quoi pourrait ressembler ce monde désirable. Car les territoires sont aussi les lieux où l'on va pouvoir expérimenter ». Puis essaimer, de façon à dessiner les contours d'une « transformation radicale de notre société ». Car s'il est bien une certitude, c'est que « la période que nous vivons ne constitue pas une crise ou un moment difficile à passer. Non », coupe François GEMENNE. « Il n'y aura pas de retour à la normale. En revanche, tout ce qui sera entrepris méritera de l'être ». Sans plus attendre.

TABLE RONDE

« QUELLES INCERTITUDES INTEGRER DANS LES STRATEGIES TERRITORIALES ? »

Intervenants

Sonia LAVADINHO, Directrice et fondatrice Bfluid Recherche et Prospective

Clément REVERSÉ, Sociologue chercheur universitaire

David L ESTOUX, Directeur Lestoux & Associés

Franck SOLACROUP, Directeur de la délégation territoriale, Agence de l'eau Adour- Garonne

S'ADAPTER, SE TRANSFORMER EN S'APPUYANT AUSSI SUR LES CERTITUDES

La réponse adaptative est diverse. La Suisse elle, a déjà basculé vers un nouveau modèle. Et pour cause, « nous sommes déjà des réfugiés climatiques », glisse Sonia LAVADINHO, directrice et fondatrice du bureau d'études Bfluid. Elle évoque son propre vécu, entre montées des eaux, risques d'avalanche avec évacuation préventive, paralysie totale d'un réseau ferroviaire en surchauffe due aux épisodes de canicule… : « aujourd'hui, il ne s'agit plus de planifier pour des incertitudes. Nous avons la certitude que nous aurons à gérer de plus en plus de problèmes majeurs ».

Politique tout d'abord, à travers notamment un ZAN précoce, au tournant des années 2015-2016 : « arrêt de l'étalement urbain, préservation de nos paysages, accès facile à la nature, gestion maîtrisée des forêts pour éviter les incendies, etc. »

Technique aussi : « basculez vos budgets dans une logique d'entretien et de maintenance plutôt que de nouveaux investissements. Puis concentrez vos efforts », à l'image du Canton du Valais qui a décidé de renoncer à 30% de ses routes. Et encore sociétale : « la question de l'acceptation de la population de ces aspects de prévention et de logique d'adaptation constitue l'élément-clé ».

DES SCOT PLUS TRANSFORMATEURS

Dans ce contexte de transformations multiples, David LESTOUX, directeur de l'agence Lestoux & associés, appelle justement les SCoT à travailler avec « un pas de côté, en tenant en compte de 5 invariants : les transformations sociologique, territoriale (relation au territoire et aux mobilités), digitale, écologique et servicielle (« nous entrons dans un monde qui sera moins vers la possession, et plus vers l'usage »). Illustration à travers la ressource en eau : Directeur de la délégation territoriale au sein de l'Agence de l'Eau Adour-Garonne, Franck SOLACROUP met en avant le rôle des SCoT pour la gérer dans le contexte de changement climatique. « Une certitude, celui-ci aura de forts impacts tant sur la quantité que sur la qualité ». Une autre certitude : « le prix de l'eau va augmenter », ne serait-ce que pour la traiter contre des toxines de plus en plus menaçantes dans un contexte de réchauffement. Il reprend : « vous avez la possibilité d'informer, d'alerter, d'inciter, d'orienter en donnant un cadre et une impulsion politique pour la prise en compte de cette problématique de l'eau ». Sur fond de liens renforcés entre « acteurs de l'eau et de l'urbanisme » autour notamment des dispositifs de désimperméabilisation et autre renaturation pour une meilleure infiltration de l'eau dans les sols.

SE PROJETER AVEC LES JEUNES

Au-delà des diagnostics dont les SCoT se sont fait une spécialité, David LESTOUX appelle surtout à « davantage de prospective et « à mettre les modes de vie et les usages au cœur de la réflexion ». Et ça commence par passer au crible la typologie des habitants. « Vous y trouverez aussi les bonnes réponses en matière d'organisation du territoire et de gestion du foncier », reprend-il. Illustration avec la génération Z, qui englobe les personnes nées entre 1996 et 2010. La génération des premières… : la première « à avoir moins le permis de conduire que la précédente. Ce qui pose beaucoup de questions en termes d'aménagement du territoire, de mobilité ». La première aussi qui « n'a pas connu le monde sans internet ». Donc une génération digitale avec « un impact majeur sur les problématiques du commerce et du travail (télétravail…) ». La première encore qui « a eu des cours d'écologie ».

LE TERRITOIRE COMME « UN TOUT »

Maître de conférences en sociologie, Clément REVERSE, rebondit justement sur ce point : « derrière, il faut aussi que les emplois prennent en compte cet aspect ». Sous-entendu : ces jeunes n'iront pas travailler dans des usines qui polluent… Au-delà, il insiste sur l'importance de consulter cette jeunesse dans le cadre des stratégies d'adaptation, notamment en milieu rural. « Ils partent ? Il serait peut-être intéressant de leur donner les modalités pour revenir ». La stratégie préconisée : « repenser son territoire comme un tout : si on pense formation, il ne faut pas oublier l'emploi, derrière. Lequel est lié à la mobilité et au logement ».

MÉTROPOLISATION *VERSUS* RÉSEAU DE VILLES

En Suisse, la dualité urbain-rural apparaît vécue avec moins d'acuité. Pourquoi ? « Sans doute parce que nous avons une politique contraire à la politique de métropolisation française qui comporte beaucoup de risques en termes de déplacements de populations et de rééquilibrage des territoires », rétorque Sonia LAVADINHO. Et de conclure : « chez nous, tout ce qui est fait depuis 30 ans vise à donner de la place aux villes à taille humaine, aux réseaux de villes et de villages ». Histoire en somme de trouver de tout – du commerce, comme du vert – un peu partout…

L'idée en +

La prim e à la natur e

Et si on promouvait une prime à la nature », lance en substance Sonia LAVADINHO ? Ou comment « mettre en avant des politiques régénératives ? Ça pourrait être votre première page de SCoT : comment je laisse la nature agir pour faire en sorte de guérir cette planète qui va mal ».

TABLE RONDE

« MISER SUR L'INTELLIGENCE COLLECTIVE »

Intervenants

Hervé LEFEBVRE, Président du SCoT de Gascogne

Frédéric TOUZELLIER, Président du SCoT Sud Gard, 1er VP de Nîmes Métropole

Sophie LAFENETRE, Directrice de l'EPF d'Occitanie

Alain FAURE, Directeur de recherche - Laboratoire PACTE

Marie-Catherine BERNARD, Directrice de l'agence de concertation Palabreo

Valérie CHAROLLAIS, Directrice de la Fédération nationale des CAUE

Magali SAUMADE, Présidente de la Chambre d'Agriculture du Gard

INTELLIGENCE COLLECTIVE : DES PAROLES AUX ACTES

Transitions multiples, autonomie énergétique, changement climatique, préservation de la ressource en eau, de la biodiversité… La trajectoire foncière fixée par la loi Climat et Résilience met les SCoT devant des défis colossaux. Place à l'intelligence collective pour engager ces changements de trajectoire. Lesquels nécessitent de nombreux ingrédients.

LES CLÉS D'UN PROJET POLITIQUE PARTAGÉ...

Alain FAURE est sceptique… « Les projets politiques des SCoT, je les vois. Il y en a énormément. Mais sont-ils réellement partagés ? Non », lance le politiste, directeur de recherche au sein du laboratoire Pacte, qui constate « une forte fragmentation au sein des territoires ». Même constat autour de l'intelligence collective : « nous sommes surtout face à une addition d'intelligences ». Or, à ses yeux, « la plus belle politique du monde ne peut pas être mise en application sans élan, sans acceptabilité, sans émotions ».

Président du SCoT de Gascogne (396 communes, 13 EPCI), Hervé LEFEBVRE insiste également sur « l'adhésion. Sinon, il n'y a pas de mise en œuvre ». Et celle-ci se gagne aussi sur le terrain : en 2021, il s'est rendu à…90 réunions, rien que pour le SCoT ! Un SCoT très contrasté et clivé entre un « ouest en déprise et un est, proche de Toulouse, en surchauffe. Mais c'est ainsi que nous avons travaillé notamment sur l'analyse de nos complémentarités, pour voir émerger un schéma de rééquilibrage. Si bien qu'aujourd'hui tous les territoires apportent quelque chose au projet commun ».

Directrice de l'agence de concertation Palabreo, Marie-Catherine BERNARD met toutefois en garde : « cette notion d'acceptabilité nous fait aussi du mal car elle sous-tend que c'est parce qu'on aura bien expliqué, que les gens accepteront… ». A ses yeux, ces derniers porteront tel ou tel projet parce qu'ils y auront contribué ». Et de préciser la place de l'expert : « dans le mode de fabrication du SCoT comme dans vos réunions et autres séminaires, faites-les intervenir à la fin. Après le politique, le subjectif, les envies ».

L'ACCOMPAGNEMENT AU CHANGEMENT DE MODÈLE

« En ce moment, l'élu local se trouve face à un tsunami… », lâche Hervé LEFEBVRE. D'où la nécessité » d'être accompagné que ce soit pour ratisser le terrain, faire adhérer élus et habitants… Bien sûr, le SCoT endosse ce rôle d'accompagnateur des territoires. L'élu gersois cite l'exemple du foncier à bâtir, appelé à se réduire, y compris en rural. « On se doit d'accompagner les élus, les acculturer à ces changements ». Les CAUE aussi peuvent être sollicités, y compris d'ailleurs par de petits villages.

« La question est d'abord d'aider les élus à cerner leurs responsabilités dans le cadre de leur mandat », pose Valérie CHAROLAIS, directrice de la Fédération nationale des CAUE. « Est-ce qu'ils visent à croître en termes de populations, par exemple ? Nous sommes là pour bien poser les responsabilités et essayer de faire émerger une envie et une capacité à agir. Comme les SCoT, nous sommes sur du sur-mesure. Nous établissons des scénarios, imaginons des possibles ». Et de façon très pragmatique, « l'enjeu sera aussi de voir où concentrer l'euro investi, en acceptant aussi l'incertitude ». Elle donne l'exemple des cours d'école végétalisées : « pendant très longtemps, nous nous disions tous qu'une cour devait être claire et propre. Nous voyons aujourd'hui que les cours dites oasis fonctionnent ».

Certes mais Hervé LEFEBVRE ajoute que « le changement de modèle est aussi une question d'ingénierie financière ». Et au-delà, il met en avant la vertu du retour sur expérience : « partout, nous trouvons des gens qui expérimentent en matière de transition écologique, de logement, etc. Faisons-les témoigner » !

TABLE RONDE

DES ACTEURS RASSEMBLÉS AUTOUR DE LA MÊME STRATÉGIE

De l'accompagnement au partenariat, il n'y a qu'un pas… que franchit volontiers le SCoT du Gard (82 communes, 6 communautés de communes) vers le monde agricole. « Nous n'allions pas dans le même sens », rembobine Frédéric THOUZELIER, son président. « Nous avons donc réuni les acteurs (chambre d'agriculture, Safer…) pour parler d'une seule voix ».

Et l'alliance fonctionne, à en croire Magali SAUMADE, présidente de la chambre d'agriculture du Gard. « S'il n'y a plus d'agriculteurs, qui entretiendra le paysage ? Qui évitera que le milieu ne se referme ? Que les friches ne progressent ? De notre côté, nous jouons un rôle pour préserver les terres agricoles et nourricières dans vos documents d'urbanisme. Planifions et travaillons ensemble pour que chacun trouve sa place sur les cartes ».

Les Etablissements publics fonciers (EPF) contribuent aussi à réaliser ces cartes... « C'est la fin du foncier facile », tonne Sophie LAFENETRE, directrice de l'EPF Occitanie. « Ça signifie que nous serons sur des projets plus petits, des opérations plus complexes. Donc que la chaîne de production doit muter ». Une façon de rappeler que l'intelligence collective à la base de ces changements de trajectoire, repose aussi sur un modèle économique à appréhender. D'où l'importance de « construire un collectif », sur fond par exemple de portage public-privé, avec l'enjeu aussi « de rééquilibrer la prise de risque entre les deux ».

COMPLÉMENTARITÉ, SOLIDARITÉ ET PARTAGE...

« Il faut professionnaliser tout ce qui va être lié à la participation du public », renchérit Sophie LAFENETRE. Le temps d'élaboration des décisions et des outils est fondamental dans la participation ».

Histoire que la concertation ne se mue pas en une simple phase de consultation… Marie-Catherine BERNARD revient sur cinq engagements à

prendre avant de se lancer dans un processus de concertation : un, « être clair sur ce que l'on met en débat. Si vous parlez de la couleur du papier peint, les gens s'en rendent compte… Deux, « mobiliser les habitants. Arrêtez de vous plaindre que personne ne vient. Il existe des méthodes. Par exemple avec Dinan Agglomération, nous avons travaillé le SCoT avec les…lycéens ! Avec mobilisation des chefs d'établissements, du recteur etc. Sinon, oubliez les flyers… » Trois, « être transparent dans son vocabulaire. L'expert se met au niveau de l'assemblée ». Quatre : « une réunion publique, ce n'est pas de la concertation. La concertation c'est quoi? Vous posez des questions aux gens. Ils vous en posent et vous bossez ensemble pour y répondre ». Cinq : « à la fin, restituez. 'On a fait ci. On n'a pas fait ça pour telle raison, etc.' ».

Et Alain FAURE de conclure « façon gros sabots : j'observe depuis 20 ans, une montée en puissance colossale des dispositifs participatifs et des professionnels de la participation. Mais au final, j'aimerais qu'on arrive à les connecter avec les grands débats de société qui induisent des grands changements et réorientations. Et qui vont au-delà des pratiques des usagers ».

… QUALITÉ ET SOBRIÉTÉ

Au-delà, Valérie CHAROLAIS propose d'aborder la relation aux populations par la vision très concrète et opérationnelle. « Puis de les embarquer vers une vision plus stratégique ». De quoi ainsi viser « un projet de qualité ». Subjective, la notion renvoie aussi « à une certaine modestie et humilité », histoire de ne pas jeter l'opprobre « sur tout ce qui a été réalisé auparavant ». Dans tous les cas », il s'agit de tirer les enseignements des époques précédentes » et de se raccorder aux enjeux contemporains et futurs. Sur fond de sobriété. Elle propose ainsi d'y glisser une « notion de réversibilité » des usages. De la même façon, « l'enjeu n'est plus de créer du neuf partout mais bien de ménager la ville ». Plus que de l'aménager.

L'info en +

Concer tation par tirage au sort

« Vous peinez à mobiliser une assemblée dans vos processus de concertation ? « Vous pouvez procéder par tirage au sort sur les listes électorales », précise Marie-Catherine BERNARD (Palabreo). « Ça fonctionne très bien ». Ensuite ? « Vous rédigez des courriers nominatifs. Vous obtiendrez un taux de retour de 4% à 5% et vous aurez en plus une idée un peu précise du nombre de personnes qui vous aurez dans la salle ».

EXPERT

« PLANIFIER ? UNE NÉCESSITÉ DANS UN CONTEXTE D'INCERTITUDE ! »

Intervenants

Général Vincent DESPORTES, Ancien Directeur de l'Ecole de Guerre et Professeur associé à Sciences Po Paris

« LA STRATÉGIE, NÉCESSAIRE DANS UN MONDE QUI BOUGE... »

Ingénieur, docteur en histoire, diplômé d'études supérieures en administration d'entreprise et en sociologie, ancien directeur de l'Ecole de guerre et professeur associé à Sciences Po Paris : son CV donne le vertige. Pourtant, le Général de division Vincent DESPORTES se présente avant tout comme « un soldat ». Un soldat auteur de plusieurs ouvrages dans le domaine de la réflexion stratégique et du leadership.

Aux Rencontres nationales des SCoT, il a rappelé combien il était nécessaire de planifier dans un contexte d'incertitude : « la stratégie est absolument nécessaire dans notre monde de plus en plus complexe », souligne-t-il. Morceaux choisis, comme autant d'analogies avec le travail du Scoteur.

LA « SKIPPER ATTITUDE »

Ou quand l'élu ou technicien du SCoT s'imagine en marin au long cours, à la barre d'un voilier au départ d'un tour du monde : le Vendée Globe. « Ce skipper, Il a besoin d'un point de référence. En l'occurrence, le point d'arrivée ». Et de glisser : « je ne peux juger des circonstances en stratégie que si je sais parfaitement où je vais ».

Comme le Scoteur, le marin trace donc sa route. Mais comme le Scoteur, il va dériver, « parfois même sans s'en rendre compte ». Et pour cause, « il y a la route fond et la route surface ». La réponse ? « Faire point et cap, régulièrement ».

LA « LOGIQUE DU GRAIN DE SABLE »

« Rien ne se passe jamais comme prévu », poursuit le général. « Quand je pars dans mon projet, je ne peux pas tout savoir. Parce que par définition, j'entre dans un monde qui n'existe pas. Mais en revanche, je dois absolument réfléchir à ce dont je suis sûr ». A l'image du marin qui est certain de rencontrer des tempêtes… Et ainsi prendre de nombreuses décisions sur des hypothèses. Le tout avec une constante : pas de marche arrière en stratégie. « Vous ne réglerez vos problèmes stratégiques que dans la marche en avant ».

« UNE AFFAIRE HUMAINE »

« L'important, c'est que tout l'équipage veuille la même chose que le skipper. La stratégie, c'est donc vouloir absolument. Et en même temps, faire vouloir ». Résultat : le skipper, le leader, le dirigeant… doit inspirer, voire donner du rêve pour embarquer son équipe. Et comme « l'être humain a plutôt tendance à naviguer selon son propre intérêt, l'enjeu pour le stratège, est de faire comprendre aux femmes et aux hommes qui l'entourent, qu'il existe bien un lien entre l'intérêt individuel et l'intérêt collectif ». Entre le destin individuel et le destin collectif.

« LA PASSION DE L'ESSENTIEL » ET LA QUÊTE DE « L'EFFET MAJEUR »

Argent, temps, RH… « Au cœur de la stratégie, se trouve toujours un problème de manque de moyens ». Alors une règle : « votre boulot, ce n'est pas le détail. C'est de déterminer ce qui est fondamentalement important ». Et de ce fait, « d'allouer les ressources au bon endroit, au bon moment pour parvenir aux meilleurs résultats ». Les militaires parlent de 'l'effet majeur'. C'est la condition qui est « nécessaire et suffisante » pour atteindre l'objecitf, à l'image du caillou au pied de la montagne. Pour l'emmener de l'autre côté, l'important reste de tout mettre en œuvre pour lui faire atteindre le sommet. Avant qu'il puisse basculer…

TABLE RONDE

« ADAPTER SA STRATÉGIE TERRITORIALE DANS UN CONTEXTE D'INCERTITUDE »

Intervenants

Emmanuel LE ROCH, DG PROCOS

Fabrice LIBERATO, Président du SCoT du Bassin de Vie de Cavaillon-l'Isle sur la Sorgue

Dominique MOUILLOT, Directeur de l'aménagement « CC de la Haute Saintonge »

Fred SAMOT, Vice-Président de la CACEM

Charlène GUERIDON, Chargée de mission planification urbaine Cap Nord

S'ADAPTER, MUTER, AVANCER MALGRÉ LES INCERTITUDES

Envisager la stratégie ZAN sur un territoire « ténu et pris en tenaille », faire aboutir en un temps record un SCoT et/ou un Plan Climat, réaliser de façon simultanée plusieurs dizaines de PLU, basculer le commerce dans une nouvelle ère… Dans leurs domaines ou sur leurs territoires respectifs, ces acteurs tentent le délicat passage de la stratégie à l'action. Entre état des lieux et retours sur expérience.

« A la Martinique, c'est bien simple : le seul risque auquel nous échappons, c'est celui de l'avalanche » ! En un trait d'humour, Fred SAMOT, vice-président de la Communauté d'agglomération du centre de la Martinique (Cacem) résume la situation de son île. Et de citer les « problématiques cycloniques, sismiques, volcaniques, le recul du trait de côte » sur un territoire de seulement 35km de large… Dans ce contexte, « la loi Climat et Résilience certes nous contraint. Mais nous en connaissons le sens puisqu'il s'agit de protéger la nature et la biodiversité ». Au rang des atouts, Charlène GUERIDON, chargée de mission planification urbaine à Cap Nord Martinique appuie sur « une histoire empreinte de résilience et une population qui a la volonté de s'adapter ». Elle précise toutefois : « notre grande incertitude, c'est toute cette phase de transition… »

Dans cette approche, élus et techniciens se sont appuyés sur un Séminaire-Formation InterEPCI réalisé en mars 2023 sur la loi Climat et Résilience, qui doit aussi servir de support à la réalisation d'un schéma d'aménagement régional. « Donc une participation permanente et itérative très bien reçue », assure-t-elle après avoir également initié sur son territoire, une cartographie des zones soumises au recul du trait de côte. A horizon 30 ans puis 100 ans !

SYNDICAT DÉLOCALISÉ DANS LES COMMUNES

A la tête du SCoT du Bassin de vie de Cavaillon-l'Isle sur la Sorgue (2 EPCI, 21 communes), Fabrice LIBERATO n'hésite pas justement « à se projeter dans l'incertitude ». Lui qui « ne connaissait pas ce qu'était un SCoT », il y a encore… 3 ans ! Un SCoT approuvé en un temps record entre 2017 et 2018, aujourd'hui mis en révision. Arrivé en 2020, il découvre un monde « techno » et des élus qui ont tendance à sécher les bancs du syndicat mixte. Il entreprend alors de « délocaliser les conseils syndicaux dans les communes, où chaque maire démarre la réunion par une présentation de son territoire et des projets. Ça a permis un effet d'entraînement ». Divers ateliers (« numériques » et « publics ») s'enchaînent également, y compris avec des associations « parfois clivantes ». Sur cette base, le PCAET est également mené tambour battant. « Il faut aller à la rencontre des gens », insiste l'élu.

72 PLU SIMULTANÉS !

En Charente-Maritime, la Communauté de communes de la Haute Saintonge (129 communes), a souhaité en quelque sorte reprendre son destin en main, sur fond d'intense travail en équipe. « Sous l'impulsion du SCoT, 84 communes ont décidé de créer un groupement pour établir leur PLU », resitue Dominique MOUILLOT, directeur de l'aménagement du territoire. L'« effet de groupe » a fonctionné puisque « 72 d'entre elles mutualisent avec leurs voisins leurs études, leurs réflexions etc. » De quoi ainsi élargir le périmètre d'analyse de la planification à travers la définition de 6 espaces de vie et une classification de 3 niveaux de PLU, entre centralité, intermédiaire et ruralité. Avec également, un retentissement sur la gouvernance, jusqu'ici très pyramidale car incarnée par un homme - Claude Belot, ancien sénateur, ex-président du Département, à l'initiative du SCoT. « Des élus vont pouvoir émerger pour travailler la question de l'aménagement du territoire de façon plus collégiale », décrit Dominique MOUILLOT.

« SI LA VOITURE EST REJETÉE… »

A la tête de la Fédération pour la promotion du commerce spécialisé (Procos – 310 enseignes, 60 000 magasins), Emmanuel LE ROCH est un acteur d'une mutation du commerce avec l'ambition de « s'adapter au fil du temps ». Il décrit deux « enjeux majeurs en termes d'investissements : la décarbonation et l'omnicanal. » Et d'interpeller les élus – « car ce sont eux qui donnent le 'la' : comment voyez-vous l'avenir de l'activité commerciale dans vos territoires ? » Avec à ses yeux, un véritable choix de société à opérer en ces temps où le commerce mute vite : « est-ce que c'est le consommateur qui se déplace ou le produit, qui vient à lui ? » Une question centrale donc en termes d'aménagement du territoire, de mobilité, d'impact carbone, etc. Il prévient toutefois : « Si la voiture est rejetée, nous créerons un champ d'incertitude énorme et le modèle économique de nombreux commerces ne fonctionnera plus ». Il prône « le bon sens : nous ne ferons pas passer tout le monde dans le même tuyau. Les solutions ne pourront pas être les mêmes dans les métropoles que dans les territoires ruraux ». Et de résumer en forme de conclusion : « il va falloir trouver un équilibre entre contrainte et faisabilité ».

L'info en +

50 pas géométriq ues

Chaque année, sur les côtes de la Martinique, l'océan gagne en moyenne un mètre sur le littoral. La forte urbanisation du littoral par endroits, se heurte à ce qui est appelé la « bande des 50 pas géométriques ». Il s'agit d'une bande littorale de 81,20 m, propriété de l'État inaliénable et imprescriptible. Autre particularité : cette urbanisation est malheureusement teintée d'illégalité. « Nous travaillons pour reloger les habitants et passer également à un aspect plus légal », témoigne Charlène GUERIDON.

ACTUALITE

POINT JURIDIQUE
ZERO ARTIFICIALISATION NETTE

Intervenants

Jean-Baptiste BLANC, Sénateur du Vaucluse

Michel HEINRICH, Président de la Fédération Nationale des SCoT

ZAN : VIGILANCE ET CRISPATIONS… AVANT LA CMP

Ces 17e Rencontres nationales des SCoT sont intervenues juste avant la commission mixte paritaire (CMP) chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à renforcer l'accompagnement des élus locaux dans la mise en œuvre de la lutte contre l'artificialisation des sols. Et donc dans un contexte fort… d'incertitude juridique. Tour d'horizon des principaux points de vigilance ou de crispation…

« Ce ZAN est devenu un véritable feuilleton », sourit Jean-Baptiste BLANC, sénateur LR du Vaucluse, rapporteur de la mission conjointe de contrôle pour la mise en application des mesures de ZAN de la loi Climat et résilience. Un feuilleton à rebondissements… Sur le mode de faire gouvernemental, Michel HEINRICH et son expérience de trois mandats parlementaires, fait d'emblée part de sa grande surprise : « on nous propose quand même qu'une partie de cette PPL devienne des décrets ! Disons, que c'est un peu nouveau… ».

Sur l'esprit général, Jean-Baptiste BLANC pointe une volonté très planificatrice de l'Etat à travers une « co-production Etat-Région. Sur le statut juridique du Sraddet, nous ne voulons pas que celui-ci devienne un super-SCoT régional avec un fascicule réglementaire envers lequel il y aurait une obligation de se mettre en compatibilité ».

GRANDS PROJETS, GRANDE TENSION...

Dans le détail, consensus aurait été trouvé sur des sujets tels que « l'allongement d'un an du calendrier pour discuter » et la gouvernance du ZAN, « avec une forme de liberté pour la composer ». Idem pour l'aspect territorialisation au regard des efforts déjà produits. En revanche, la tension monte d'un cran sur la thématique des grands projets. « Nous avons proposé une définition, ce qui constitue déjà une première », rappelle le sénateur. « Pour nous, ça inclut les projets publics comme privés ». Mais entre-temps, est tombé le projet de loi Industrie verte qui a rebattu quelques cartes et « provoqué une discussion au sein du gouvernement ». Entre un ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, Bruno Le Maire qui « et c'est notre position, souhaite voir sortir ces hectares nationaux de l'enveloppe ZAN » (dixit le sénateur BLANC). Et un ministre de la Transition écologique, Christophe Béchu, « qui souhaiterait forfaitiser ces hectares nationaux et les diviser par le nombre de régions… »

L'occasion pour Michel HEINRICH de rappeler que « la loi Climat et Résilience traite surtout de l'aspect sobriété foncière par rapport aux logements. Pas du tout par rapport au développement économique. Il aurait fallu s'en préoccuper… » Au-delà, le Président de la Fédération avoue surtout son « inquiétude sur le fond de cette loi industrie verte. Le bloc local perd toute compétence… » Ce qui au passage « constitue aussi un signe de recentralisation », renchérit Jean-Baptiste BLANC, partageant la même crainte.

UN HECTARE D'INCOMPRÉHENSIONS

Autre sujet de vigilance : le fameux droit à l'hectare. Jean-Baptiste BLANC défend cette disposition et s'en explique : « l'enjeu est de rendre le ZAN acceptable pour des élus en particulier des territoires peu denses, qui ont l'impression d'être déjà des perdants du ZAN ». Michel HEINRICH s'oppose : « je ne pense pas que ce soit un signe idéal que d'annoncer un hectare systématiquement. Les SCoT sont en mesure de rassurer et de donner des garanties aux territoires ruraux pour leur développement ». Dans tous les cas, le feuilleton apparait loin d'être terminé. Plusieurs saisons devraient suivre. « Pour l'après 2031, pour 2050 », conclut Jean-Baptiste BLANC. « Sans compter qu'il faudra aussi se pencher sur le volet financier et fiscal du ZAN… »

Directeur de la publication
Michel HEINRICH, Président de la Fédération nationale des SCoT

Rédaction
David PICOT, Journaliste à la Gazette des Communes

Mise en page
Cécile GONDARD, Directrice études de la Fédération des SCoT

PARTENAIRES INSTITUTIONNELS

PARTENAIRES OFFICIELS

conception Barcelona&co www.barcelona-co.fr - Crédit photos Nîmes Tourisme.

17E RENCONTRES NATIONALES DES SCoT

PLANIFIER DANS L'INCERTITUDE